

Le statut Auto-entrepreneur



L'activité déclarée sous le statut d'auto-entrepreneur peut être exercée à **titre principal**, par exemple, par un chômeur qui veut se lancer « à son compte », par un étudiant qui souhaite créer sa première activité en même temps que ses études ou à **titre complémentaire** par un salarié du secteur privé, un fonctionnaire ou un retraité qui a un projet de développer une activité annexe. Il permet de tester un projet d'entreprise.

Parmi les caractéristiques du dispositif on peut noter que les formalités liées à la création d'entreprise sont simplifiées (sur www.lautoentrepreneur.fr). Le statut d'auto-entrepreneur permet d'anticiper le paiement des charges fiscales (sur option) et sociales à partir d'un taux forfaitaire sur le chiffre d'affaires.

En l'absence de chiffre d'affaires, aucune déclaration et aucun paiement ne sont à effectuer.

Depuis le 1^{er} mai 2009, les bénéficiaires de l'Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (Accre) peuvent la cumuler avec le statut d'auto-entrepreneur et bénéficier d'un taux forfaitaire minoré.

Attention : avant d'adhérer au statut d'auto-entrepreneur, il convient de vérifier que ce statut est adapté à votre situation. En effet certaines professions ne peuvent pas, par exemple, être exercées sous le statut d'auto-entrepreneur. Tel est le cas notamment des activités relevant de la TVA immobilière. Il en est de même des activités exercées dans le cadre d'un lien de subordination pour lesquelles seul le statut de salarié doit être retenu. L'exercice d'une activité dans le cadre d'une société ne permet pas de recourir à ce dispositif. Le chiffre d'affaires ne doit dépasser certains seuils. Dans certains cas, une qualification est obligatoire...

Aussi, nous vous invitons à bien vous informer sur le statut d'auto-entrepreneur.

Le présent document, volontairement synthétique vous donnera les principales informations sur ce dispositif.



À qui s'adresse ce statut ?

Toute personne de plus de 18 ans peut, sous conditions, devenir auto-entrepreneur. Que ce soit à titre principal pour, par exemple, créer sa première activité en même temps que ses études, pour un chômeur qui veut se lancer ou à titre complémentaire pour un salarié du secteur privé, un fonctionnaire ou un retraité qui souhaite développer une activité annexe en

complément de son salaire, de son traitement ou de sa retraite.

Toutefois, cette activité doit être exercée sous forme d'**entreprise individuelle** et relever pour l'assurance vieillesse du Régime social des indépendants (RSI) ou de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV).

Attention : Un entrepreneur individuel déjà en activité, relevant du RSI pour son assurance vieillesse, peut, sous certaines conditions, opter pour le statut d'auto-entrepreneur jusqu'au 31 décembre 2009 pour une application au 1^{er} janvier 2010. Pour les entrepreneurs individuels relevant de la Cipav, seuls les créateurs (depuis le 1^{er} janvier 2009) sont concernés par ce nouveau statut.

Quelles conditions ?

L'entreprise individuelle doit relever du **régime fiscal de la micro-entreprise**, c'est-à-dire réaliser un chiffre d'affaires qui ne doit pas dépasser en 2009 :

- 80 000 € pour une activité de vente de marchandises, d'objets, de fournitures, de denrées à emporter ou à consommer sur place ou pour une activité de fourniture de logement ;
- 32 000 € pour les prestations de services relevant de la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC) ou des bénéficiaires non commerciaux (BNC).

L'entreprise est en franchise de TVA (pas de facturation, ni de récupération de TVA).

Attention : certaines activités sont exclues du régime fiscal de la micro-entreprise et par conséquent du statut d'auto-entrepreneur.

Sont notamment concernées, les activités relevant de la TVA immobilière (opérations de marchands de biens, les lotisseurs, les agents immobiliers, les opérations sur les parts de sociétés Immobilières), les locations d'immeubles nus à usage professionnel, certaines activités commerciales ou non commerciales comme la location de matériels et de biens de consommation durable.

Le statut d'auto-entrepreneur ne peut pas être choisi lorsque l'activité est exercée dans le cadre d'un lien de subordination pour laquelle seul le statut de salarié doit être retenu.

Le statut d'auto-entrepreneur ne dispense pas de l'obligation :

- de l'obtention d'une qualification ou d'une expérience professionnelle pour des activités telles que les métiers du

bâtiment, de l'automobile, de l'alimentaire, de la coiffure à domicile, de l'esthétique... ;

- de la souscription d'une assurance professionnelle pour certaines activités, notamment pour le bâtiment.

BON À SAVOIR...

Le chiffre d'affaires est à proratiser en fonction de la date de création de l'activité. Par exemple, pour une activité de prestations de services commencée au 1^{er} juillet 2009, le montant maximum du chiffre d'affaires à ne pas dépasser est de 16 000 euros.

Quelles spécificités ?

L'auto-entrepreneur est dispensé d'**immatriculation** au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) lors de la création de l'entreprise. **Attention :** l'artisan ou le commerçant déjà en activité qui souhaite devenir auto-entrepreneur ne peut pas bénéficier de la dispense d'immatriculation au RCS ou au RM.

Les agents commerciaux restent tenus de s'immatriculer au régime spécial des agents commerciaux auprès du greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel ils sont domiciliés.

L'auto-entrepreneur bénéficie du **régime micro-social simplifié**. Ses cotisations et contributions sociales sont déclarées

et calculées par lui-même en appliquant un taux forfaitaire au chiffre d'affaires ou aux recettes réalisés.

En l'absence de chiffre d'affaires ou de recettes, aucune déclaration n'est à effectuer.

Il peut opter pour le **versement libératoire de l'impôt sur le revenu**, à condition que le revenu du foyer fiscal ne dépasse pas 25 195 € par part de quotient familial pour 2007, soit :

- 25 195 € pour une personne seule ;
- 50 390 € pour un couple ;
- 75 585 € pour un couple avec deux enfants.

Le versement libératoire est calculé en appliquant un taux unique sur le chiffre

d'affaires ou les recettes. Il est payé en même temps que les cotisations et contributions sociales.

Si l'auto-entrepreneur opte pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu, il est exonéré de la taxe professionnelle l'année de la création de son entreprise et durant les deux années suivantes.

BON À SAVOIR...

La demande d'option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu doit se faire au plus tard le dernier jour du 3^e mois suivant celui de la création pour une application immédiate et avant le 31 décembre de l'année en cours pour une application l'année suivante.

Pour les activités créées depuis le 1^{er} mai 2009, le bénéficiaire de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (Accre) peut bénéficier en même temps du statut d'auto-entrepreneur. Dans ce cas, un taux spécifique pour le calcul des cotisations et contributions sociales est appliqué.

Attention : le cumul avec d'autres dispositifs d'exonération (créateur qui reste par ailleurs salarié, installation en

zone franche urbaine - ZFU, en zone de redynamisation urbaine - ZRU, dans les départements d'Outre-Mer) n'est pas possible.

Si l'auto-entrepreneur demande, au moment de la création de l'activité, à bénéficier de l'une de ces exonérations, **il bénéficiera** :

- dans un premier temps de l'exonération applicable selon des modalités de déclaration et de calcul de droit

commun (calcul des cotisations à titre provisionnel puis régularisation sur la base du revenu professionnel) ;

- puis du calcul des cotisations sur le chiffre d'affaires à partir des taux forfaitaires applicables à l'auto-entrepreneur.

Comment adhérer ?

→ Dans le cas d'une création, le plus simple et le plus rapide est de remplir le formulaire de déclaration d'activité spécifique auto-entrepreneur et de le transmettre en ligne sur www.lautoentrepreneur.fr, en joignant un justificatif d'identité.

À défaut, la déclaration d'activité peut être :

- imprimée sur www.lautoentrepreneur.fr et transmise au centre de formalités des entreprises avec un justificatif d'identité ;
- ou effectuée auprès du centre de formalités des entreprises.

→ Dans le cas d'un entrepreneur individuel déjà en activité, le formulaire de la demande d'adhésion peut être également rempli et transmis en ligne sur www.lautoentrepreneur.fr.

À défaut, la demande d'adhésion peut être :

- imprimée sur www.lautoentrepreneur.fr et transmise au centre de paiement du régime social des indépendants (RSI) ;
- ou effectuée auprès du centre de paiement du régime social des indépendants (RSI).

Comment déclarer et payer ?

Au moment de l'adhésion, l'auto-entrepreneur choisit de déclarer et payer ses cotisations et éventuellement l'impôt sur le revenu mensuellement ou trimestriellement.

La déclaration et le paiement s'effectuent :

- sur www.lautoentrepreneur.fr
- ou par voie postale auprès du centre de paiement du RSI pour les artisans commerçants ou à l'Urssaf pour les professions libérales.

BON À SAVOIR...

Les cotisations sociales et les charges fiscales sont calculées à titre définitif et ne font, en aucun cas, l'objet d'une régularisation.

Comment sortir du dispositif ?

L'auto-entrepreneur peut choisir de sortir du dispositif volontairement :

- en effectuant une déclaration de cessation d'activité auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) compétent ;
- en renonçant au régime micro social simplifié.

Attention, la sortie du dispositif est automatique en cas :

- d'absence de chiffre d'affaires pendant 12 mois consécutifs ;
- de dépassement pendant deux années consécutives des seuils applicables au statut fiscal de la micro-entreprise (tout en restant inférieur à 88 000 euros pour le commerce ou 34 000 euros pour les services et les activités libérales) ;

- de dépassement des seuils de 88 000 euros ou 34 000 euros. Dans ce cas, il bénéficie du régime micro-social simplifié jusqu'au 31 décembre de l'année de dépassement, mais l'option pour le prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu cesse rétroactivement au 1^{er} janvier de l'année de dépassement ;

- d'option pour un régime d'imposition réel.

Si l'auto-entrepreneur sort du dispositif, mais souhaite poursuivre son activité, il doit s'immatriculer, le cas échéant, au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers. Il ne bénéficie plus du régime micro-social simplifié et ses cotisations sont calculées selon les règles de droit commun.



Quels sont les taux de cotisations et de l'impôt sur le revenu ?

Le régime micro-social simplifié permet de calculer et de payer les cotisations et contributions de protection sociale obligatoire et éventuellement l'impôt sur le revenu en fonction du chiffre d'affaires ou des recettes. Des taux forfaitaires sont appliqués. Ils concernent pour la partie sociale, les cotisations d'assurance maladie-maternité, d'indemnités journalières (excepté pour les professions libérales), de CSG/CRDS, d'allocations familiales, de retraite de base, de retraite complémentaire obligatoire, du régime d'invalidité et de décès. À noter toutefois que le taux de la contribution à la formation professionnelle continue n'est pas compris dans les taux forfaitaires.

Cas général

Organisme de retraite	Activités	Exemple d'activités concernées	Régime micro-social simplifié	Régime micro-social simplifié avec option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu
RSI	Ventes de marchandises (BIC)	Restaurateurs, opticiens, magasins prêt-à-porter, chaussures...	12,00%	13,00 %
	Prestations de service BIC	Coiffeurs, cordonniers, plombiers...	21,30%	23,00%
	Prestations de service BNC	Agent commercial, exploitant d'auto-école, coiffeur à domicile...	21,30%	23,50%
CIPAV	Activités libérales (BNC)	Architecte, psychologue, consultant...	18,30%	20,50%

Bénéficiaire de l'Accre

Si l'auto-entrepreneur bénéficie de l'Accre et crée son activité après le 1^{er} mai 2009, le cumul de l'exonération et du régime micro-social simplifié se traduit par l'application de taux spécifiques :

Organisme de retraite	Activités	1 ^{ère} période		2 ^e période		3 ^e période		Au-delà
		Jusqu'à la fin du 3 ^e trimestre civil qui suit le début de l'activité		Les 4 trimestres suivants		Les 4 trimestres suivants		
		Sans option fiscale	Avec option fiscale	Sans option fiscale	Avec option fiscale	Sans option fiscale	Avec option fiscale	
RSI	Ventes de marchandises (BIC)	3,00%	4,00%	6,00%	7,00%	9,00%	10,00%	Voir Cas général
	Prestations de service BIC	5,40%	7,10%	10,70%	12,40%	16,00%	17,70%	
	Prestations de service BNC	5,40%	7,60%	10,70%	12,90%	16,00%	18,20%	
CIPAV	Activités libérales (BNC)	5,30%	7,50%	9,20%	11,40%	13,80%	16,00%	

BON À SAVOIR...

Les bénéficiaires de l'Accre qui ont créé leur activité avant le 1^{er} mai 2009 bénéficient de la succession dans le temps de l'effet des mesures :

- tout d'abord l'exonération Accre des charges sociales à hauteur 120 % du Smic (sauf CSG/CRDS et retraite complémentaire) sur les bénéfices réalisés pendant 1 an, renouvelable sous conditions ;
- puis du régime micro social simplifié.

L'option « auto-entrepreneur » est prise au moment de la déclaration d'activité et le dépôt de la demande d'Accre est fait dans les 45 premiers jours d'activité au CFE. Le créateur bénéficie de la dispense d'immatriculation.

Les prestations sociales

Maladie - maternité, allocations familiales

L'activité d'auto-entrepreneur est l'activité principale. L'auto-entrepreneur bénéficie :

- de l'assurance maladie-maternité, gérée par le RSI, pour les prestations maladie en nature identiques à celles des salariés (médicaments, soins, hospitalisation...), le droit aux prestations indemnités journalières (uniquement pour les artisans et commerçants) soumis aux conditions habituelles des travailleurs indépendants et les prestations maternité et paternité ;
- des allocations familiales, gérées par la Caisse d'allocations familiales (Caf), avec des prestations identiques à celles des salariés.

L'activité salariée reste l'activité principale et l'auto-entrepreneur :

- reste affilié au régime salarié pour son assurance maladie-maternité (remboursements maladie, prestations maternité/paternité et indemnités journalières salariées).
- bénéficie des prestations d'allocations familiales, gérées par la Caf ou la Mutuelle sociale agricole (MSA).

Retraite

L'activité d'auto-entrepreneur est l'activité principale : l'auto-entrepreneur bénéficie de la retraite de base et de la retraite complémentaire, gérées par le RSI (artisans, commerçants) ou la Cipav (professions libérales). L'acquisition de droits relatifs à son activité d'auto-entrepreneur est fonction de son chiffre d'affaires.

L'activité salariée reste l'activité principale : l'auto-entrepreneur acquiert également des droits de retraite de base et de retraite complémentaire au RSI (artisans, commerçants) ou à la Cipav (professions libérales) pour son activité d'auto-entrepreneur en fonction de son chiffre d'affaires.

Si l'activité est exercée sur une année civile complète (du 1^{er} janvier au 31 décembre), des droits pour la retraite sont automatiquement validés. Au minimum, l'assuré peut bénéficier de la validation d'un trimestre quel que soit le montant de son chiffre d'affaires.

Montant de chiffres d'affaires (CA) à réaliser pour validation de trimestres

Organisme de retraite	Activités	Validation 1 trimestre	Validation 2 trimestres	Validation 3 trimestres	Validation 4 trimestres
			Chiffre d'affaires minimum à réaliser	Chiffre d'affaires minimum à réaliser	Chiffre d'affaires minimum à réaliser
RSI	Ventes de marchandises (BIC)	Quelque soit le montant du chiffre d'affaires nul ou non nul	12 014 €	18 021 €	24 028 €
	Prestations de service BIC		6 968 €	10 452 €	13 936 €
	Prestations de service BNC		5 279 €	7 919 €	10 558 €
CIPAV	Activités libérales (BNC)	Les modalités de calcul de vos droits concernant la retraite de base et la retraite complémentaire seront précisées ultérieurement.			

Les prestations sociales (suite)

Si l'activité n'est pas exercée sur une année civile complète (par exemple, début d'activité en cours d'année), l'assuré doit réaliser un chiffre d'affaires minimum pour valider 1 trimestre de retraite. Pour valider 2, 3 ou 4 trimestres, le chiffre d'affaires doit être équivalent à celui réalisé dans le cadre d'une activité sur une année civile complète.

Montant de chiffres d'affaires (CA) à réaliser pour validation de trimestres

Organisme de retraite	Activités	Validation 1 trimestre	Validation 2 trimestres	Validation 3 trimestres	Validation 4 trimestres
		Chiffre d'affaires minimum à réaliser	Chiffre d'affaires minimum à réaliser	Chiffre d'affaires minimum à réaliser	Chiffre d'affaires minimum à réaliser
RSI	Ventes de marchandises (BIC)	6 007 €	12 014 €	18 021 €	24 028 €
	Prestations de service BIC	3 484 €	6 968 €	10 452 €	13 936 €
	Prestations de service BNC	2 640 €	5 279 €	7 919 €	10 558 €
CIPAV	Activités libérales (BNC)	Les modalités de calcul de vos droits concernant la retraite de base et la retraite complémentaire seront précisées ultérieurement.			

Ayez le réflexe Internet : www.lautoentrepreneur.fr

► POUR ADHÉRER :

- vous bénéficiez d'un accompagnement pour remplir votre déclaration d'activité ;
- vous accédez directement au formulaire Accre ;
- vous avez immédiatement l'accusé de réception de votre déclaration avec un numéro de dossier...

► POUR DÉCLARER ET PAYER, pensez à vous inscrire dès réception de votre numéro Siret

- vous bénéficiez d'une aide en ligne ;
- les cotisations sont automatiquement calculées ;
- vous êtes prélevé à la date d'échéance

Pour plus d'information

www.lautoentrepreneur.fr, www.le-rsi.fr, www.cnavpl.fr